

Backlash – Une crise mondiale de l'émergence – Épisode 6

L'offensive des élites contre la démocratie

par Robin Grille*

Résumé : L'humanité traverse une phase de transformation profonde, à la fois périlleuse et précaire. Un nouveau paradigme de civilisation peine à émerger, bouleversant en profondeur notre rapport au vivant et à nous-mêmes. Dans sa série Backlash – une crise mondiale de l'émergence, le psychohistorien et anthropologue Robin Grille explore ce basculement fondamental, dont l'issue dépend largement de réformes en faveur d'une éducation respectueuse des enfants. Ce sixième épisode explore la vaste contre-offensive déployée par l'autoritarisme moderne pour redonner le pouvoir aux grandes élites économiques depuis la crise de 1929.

Jusqu'ici, nous avons examiné deux des trois piliers de la culture de domination : l'ultranationalisme ou tribalisme (voir l'épisode 4), et le contrôle patriarcal impliquant des normes rigides de sexualité, de rôles et de genre (voir l'épisode 5). Dans les deux prochains épisodes, nous allons explorer le troisième pilier de la culture de domination : l'autoritarisme – autrement dit l'élitisme et les dynamiques verticales de pouvoir. Je commencerai par identifier et définir le nouvel autoritarisme. Pour nous en libérer, nous devons d'abord être capables de le reconnaître et de le nommer. Dans la suite de cet épisode, puis dans l'épisode 7, j'examinerai aussi l'emprise psychologique qu'il exerce sur nous et les moyens de nous en affranchir – aujourd'hui et pour les générations à venir.

Qu'est-ce que l'autoritarisme ?

Les dirigeants autoritaires exercent le pouvoir par la coercition, et non par le consentement. Et lorsque la coercition directe ne suffit plus, la manipulation psychologique et informationnelle prend le relais. Les cultures de domination sont organisées verticalement, avec un petit groupe d'élites qui accaparent privilèges et pouvoir politique. Les structures autoritaires fonctionnent comme des pompes à richesse ascendantes, aspirant les ressources pour les concentrer au sommet. Mais l'autoritarisme est un caméléon. Il change de forme pour s'adapter à chaque époque. Alors, quelle est la forme la plus récente de l'autoritarisme ?

Ce n'est ni le fascisme ni le communisme. Ces systèmes ne constituent plus aujourd'hui les principaux contrepoids à la démocratie : dans l'ensemble, leur époque est passée. La forme la plus récente d'autoritarisme – et sans doute la plus efficace de l'histoire – est presque invisible pour la plupart des gens, et même accueillie favorablement par beaucoup. Pourtant, ce loup déguisé en agneau influence profondément nos vies.

Pour vaincre ce nouvel autoritarisme, il faut d'abord le démasquer. Si nous pouvons comprendre comment il est né et comment il s'est infiltré dans nos systèmes éducatifs, jusque dans

notre inconscient collectif, alors nous pourrions espérer nous en libérer et restaurer la démocratie. Connaître cette histoire, c'est déjà commencer à entrevoir une issue.

Le plus grand retour de bâton de l'histoire

Le mardi 29 octobre 1929 – point culminant du krach de Wall Street – survint après des décennies de capitalisme peu régulé aux États-Unis, héritées de l'Âge doré de la fin du XIX^e siècle et prolongées par la frénésie spéculative des années 1920. C'était une époque de monopolisation sans frein, d'exploitation du travail sans contrôle et d'inégalités extrêmes. L'économie du laissez-faire donnait aux industriels toute latitude pour dominer et exploiter à leur guise – une situation qui s'avéra catastrophique.

Lorsque cette économie dérégulée bascula dans un abîme presque inévitable, elle entraîna le reste du monde avec elle. Les ténèbres de la Grande Dépression enveloppèrent rapidement la planète. Pendant une décennie, le monde fut plongé dans le désespoir : chômage de masse, sans-abrisme, malnutrition, suicides. Peu d'épisodes de l'histoire illustrent aussi clairement le prix monstrueux que nous payons lorsque le pouvoir économique est sans entraves, concentré et accompagné d'inégalités croissantes. La « main invisible » du marché peut frapper très fort. Alors comment le monde s'en est-il relevé ?

Avec l'aide de l'économiste britannique John Maynard Keynes, l'administration du président américain Franklin D. Roosevelt lança une série de réformes majeures dans le cadre du New Deal, imposant des limites aux pratiques prédatrices de l'élite économique.

Ces réformes comprenaient notamment :

- des régulations visant à freiner la spéculation boursière,
- le démantèlement de certains monopoles,
- de nouvelles lois protégeant les travailleurs,
- la création d'un filet de sécurité social.

En bref, des règles strictes destinées à retenir la main des puissants et des imprudents. Il s'agissait en réalité d'un nouveau modèle politique : une économie encadrée par la démocratie au service du bien commun.

Une reprise en mains

Et cela a fonctionné. L'économie américaine commença à se redresser et la population bénéficia progressivement d'un niveau de sécurité économique inédit. De nombreux pays suivirent cet exemple, et une nouvelle ère – fondée sur la redistribution et la limitation du pouvoir financier – contribua à stabiliser l'économie mondiale.

Mais pour leur audace, Roosevelt et Keynes ne furent jamais pardonnés. Le retour de bâton était inévitable – et il allait être implacable. Des magnats furieux et des économistes influents commencèrent à élaborer une stratégie pour reprendre le pouvoir. Ils mirent en place une campagne de longue haleine visant à restaurer la liberté totale du commerce. Aujourd'hui, ce retour autoritaire a atteint son apogée, bien qu'il reste largement invisible.

Peu de gens connaissent son identité ou comprennent son fonctionnement. Peu réalisent combien de crises contemporaines trouvent leur origine dans ce vaste projet de revanche imaginé par une élite économique ébranlée par l'élan démocratique d'il y a près d'un siècle. Alors si ce nouvel autoritarisme est si difficile à percevoir, où se cache-t-il ?

Un système de domination invisible

À l'ère post-industrielle et algorithmique, le pouvoir gravite autour des grandes entreprises et de leurs actionnaires. Il serait tentant d'identifier le nouveau pouvoir dominant aux grandes corporations mondiales. Mais la réalité est plus complexe. Le nouveau dominateur n'est pas une figure politique. Les nouvelles structures de pouvoir ne sont pas limitées par les frontières nationales. Elles ont même contribué à affaiblir l'État-nation. Elles ne manifestent aucune loyauté envers les pays qui les ont vues naître : elles déplacent leurs activités vers les régions où la fiscalité est la plus faible et la main-d'œuvre la plus exploitable.

La nouvelle structure de domination repose sur une alliance d'intérêts corporatifs, unis par deux objectifs :

- réduire les impôts,
- neutraliser les protections pour les travailleurs, les consommateurs et l'environnement.

Elle passe notamment par la capture des institutions publiques via le financement de la vie politique. Mais plus subtilement encore, elle repose sur un système de croyances fabriqué, progressivement intégré par l'opinion publique sous l'effet d'une propagande constante. Le nouvel empereur n'est pas une personne. C'est un principe organisationnel, une doctrine économique et un cadre juridique. Un système qui a infiltré les gouvernements, l'éducation et les médias pour les mettre à son service.

Avec le temps, ce nouvel autoritarisme est parvenu à convaincre beaucoup d'entre nous qu'il agissait dans notre intérêt. Nous avons ainsi contribué, souvent sans le savoir, à renforcer son pouvoir – par notre consentement, nos ressources et nos votes. Autrefois, les structures autoritaires s'imposaient par la force. Aujourd'hui, les instruments de domination sont bien plus subtils : information, psychologie, relations publiques.

Contrôlez le récit collectif, et vous contrôlez la population !

Financez les universités, possédez les médias, et vous influencez l'avenir !

Le nouvel autoritarisme ne se maintient pas par la peur : il se maintient en séduisant et en gagnant la confiance. Le pouvoir ne réside plus dans l'État ni dans l'Église. Il se concentre désormais dans les entreprises, leurs lobbies et leurs *think tanks*. La colonisation n'est plus celle d'un pays par un autre. Elle s'exerce désormais par des structures corporatives transnationales sur des populations partout dans le monde. Lorsque les élites économiques furent confrontées aux contrôles démocratiques instaurés après la crise de 1929, le retour de bâton était donc inévitable. Et il a été tenace, stratégique et extraordinairement bien financé.

Une histoire d'amour moderne

Ce retour de bâton autoritaire s'appuie sur une doctrine qui fonctionne presque comme une religion dominante : *le néolibéralisme*. Son coup de maître consiste à présenter l'autoritarisme

économique comme une forme de liberté. Selon cette doctrine, la prospérité générale émergera spontanément si l'on laisse les entreprises et les banques agir sans entraves. Le gouvernement, avec ses régulations, devient alors l'ennemi à écarter. La promesse de l'« effet de ruissellement » – selon laquelle la richesse accumulée au sommet finirait par bénéficier à tous – est sans doute l'une des plus grandes mystifications de l'histoire économique. Le défi consistait à convaincre la population que cette organisation économique était dans son intérêt. Autrement dit : que la déréglementation signifiait liberté et prospérité pour tous.

Le néolibéralisme prend forme en 1947 avec la création de la Société du Mont-Pèlerin, fondée notamment par les économistes autrichiens Ludwig von Mises et Friedrich Hayek, bientôt rejoints par l'Américain Milton Friedman. Tous partageaient une hostilité profonde envers les gouvernements qui imposaient des régulations aux activités des entreprises, même lorsque ces gouvernements étaient démocratiques¹.

Les néolibéraux unirent leurs efforts à l'échelle mondiale pour affaiblir la surveillance démocratique de l'économie. Même s'ils ne le formulent pas toujours explicitement, la démocratie constitue pour eux un obstacle structurel. Leur stratégie fut de mener une vaste campagne de rééducation idéologique destinée à associer toute régulation économique à des termes repoussoirs comme « communisme » ou « socialisme ».

De nombreux *think tanks* furent créés pour diffuser ces idées : la Heritage Foundation, l'American Enterprise Institute, le Cato Institute, le réseau Atlas aux États-Unis, ou encore l'Institute of Economic Affairs au Royaume-Uni. Parallèlement, d'importants financements permirent d'influencer les universités et de transformer l'enseignement de l'économie dans de nombreuses institutions, notamment autour de l'École de Chicago. Ce renversement intellectuel se diffusa progressivement dans le monde entier.

La réduction massive des impôts sur les entreprises, la privatisation de secteurs essentiels comme l'éducation ou la santé, et la déréglementation des marchés témoignent de l'influence considérable qu'a acquise cette idéologie. En capturant le récit public grâce à une propagande constante, l'ordre néolibéral a assuré sa propre omniprésence. Et en marginalisant ou discréditant toute alternative, il a progressivement installé dans l'opinion un sentiment de résignation et d'impuissance.

La marque d'une structure autoritaire véritablement réussie est que nous pouvons vivre en son sein sans même percevoir son existence. Sous son influence, elle ne semble plus être un choix parmi d'autres : elle apparaît comme une fatalité. Lorsque nous cessons de voir les mécanismes de domination et lorsque nous ne discutons plus d'alternatives possibles, son pouvoir devient alors absolu.

Sortir de la transe

Les mécanismes de contrôle sont aujourd'hui avant tout psychologiques, et secondairement financiers. Démanteler cette structure de pouvoir exigera donc une double démarche. Il nous faudra d'abord rompre une forme de transe collective, apprendre à reconnaître les messages séduisants mais trompeurs, et protéger l'esprit des enfants contre la manipulation idéologique.

Mais il faudra aussi mettre fin à l'influence du grand argent en politique. Est-ce possible ? Chaque système autoritaire de l'histoire a fini par s'effondrer. Chaque empire a fini par disparaître. Que faudra-t-il pour nous libérer de celui-ci ? La guérison des traumatismes, la reconstruction des

communautés et une transformation profonde de la manière dont nous élevons les enfants pourraient contribuer à neutraliser l’emprise psychologique du néolibéralisme. Nous explorerons ces pistes dans la suite de cette série. Alors restez à l’écoute pour l’épisode 7, où nous verrons comment surmonter ce retour de bâton contre la démocratie.

Robin Grille*

© R. Grille – 05.2025 / www.robingrille.com

© Adaptation française : Marc-André Cotton

***Robin Grille** est psychologue et psychohistorien. Exerçant comme psychothérapeute et formateur en parentalité depuis 30 ans, il est l’auteur de trois ouvrages : *Parenting for a Peaceful World*, *Heart to Heart Parenting*, et plus récemment *Inner Child Journeys*. Né en Uruguay de parents judéo-roumains, Robin vit en Australie où il développe une approche intégrative inspirée par la neuropsychologie et les enjeux transgénérationnels. Son travail repose sur la conviction que l’avenir de l’humanité dépend de notre façon d’accompagner nos enfants ([voir son site](#)). Son ouvrage [Parents porteurs de paix](#) a été récemment publié aux éditions Le Hêtre Myriadis.

¹ Ce processus est largement documenté par plusieurs historiens, notamment Daniel Stedman Jones, *Masters of the Universe: Hayek, Friedman, and the Birth of Neoliberal Politics*. Princeton University Press, 2012 ; George Monbiot et Peter Hutchison, *The Invisible Doctrine: The Secret History of Neoliberalism (& How It Came to Control Your Life)*, Penguin/Allen Lane 2024 ; et Thom Hartmann, *The Hidden History of Neoliberalism: How Reaganism Gutter America and How to Restore Its Greatness*. Berrett-Koehle Publishers, 2022.